

HISTOIRE de l'UNION LOCALE C.G.T. d'ARLES

ARLES, Septembre 1932. A cette époque la préparation de la 2e guerre mondiale était déjà commencée.

La population arlésienne et de la région fut informée que les 12 & 13 Septembre allaient se dérouler des manoeuvres anti-aériennes et que pour la réussite des opérations, la population devait observer le black-out le plus complet, afin que la ville soit plongée dans l'obscurité et qu'elle puisse échapper au repérage de "l'aviation ennemie."

Ce fut l'occasion pour toutes les organisations démocratiques et les partis politiques de la ville de se consulter et d'organiser en commun la riposte contre ces manoeuvres de préparation à la guerre.

Cette unité d'action de toutes les forces démocratiques se réalisa sur un problème commun, la lutte contre la guerre. Les soirées des 12 & 13 Septembre rassemblèrent des milliers de manifestants qui défilèrent dans les rues de la ville avec des lampions et en faisant bruler des feux de bengale tout au long du parcours.

Cette retraite aux flambeaux d'un genre particulier fit échec aux manoeuvres anti-aériennes. Au cours de ces manifestations, plusieurs militants furent arrêtés, mais les manifestants exigèrent sur le champ leur libération ce qui fut obtenu. Ces manifestations eurent un grand retentissement dans toute la région et même au delà.

En ce temps-là les effectifs du syndicat des cheminots (C.G.T. U d'Arles) étaient loin de correspondre au nombre de cheminots travaillant aux Ateliers au dépôt, à la gare. Le syndicat des cheminots (C.G.T.) qu'on appelait alors syndicat des réformistes, était dirigé par GERVAIS et comptait aussi peu d'adhérents.

En 1933, le secrétaire du syndicat des cheminots (C.G.T.U.) Marcel BARBE fut élu secrétaire de l'Union Locale Unitaire. A cette époque le plus important des syndicats était celui des Ouvriers Agricoles de la Région d'Arles. Il était dirigé par le camarade Etienne GAUTHIER. C'était un militant d'une grande intelligence, d'une honnêteté à toute épreuve, très humain à l'égard des travailleurs, d'un dévouement sans limite à la cause du prolétariat. Il avait acquis une très grande autorité dans le mouvement ouvrier de notre région. Ensuite venait par ordre d'importance, le syndicat des Cheminots, les Municipaux, les Hospitaliers, les Métaux et celui du Bâtiment, puis un certain nombre d'autres syndicats aux effectifs extrêmement réduits.

En France, après l'avènement de Hitler au pouvoir en Allemagne, les groupes fascistes s'agitaient ce qui provoqua un fort courant d'unité au fur et à mesure que la menace fasciste se précisait. Le coup de force fasciste du 6 Février 1934, provoqua une rapide réaction de la classe ouvrière et c'est dans l'Union que se fit la grande grève du 12 Février 1934, à l'appel de la C.G.T. & de la C.G.T.U. En Arles la grève fut suivie par la plupart des organisations syndicales. L'Union locale s'efforça toujours de répercuter auprès des travailleurs de toutes tendances, les mots d'ordre d'union et d'action commune. Cela ne fut pas toujours facile, mais des progrès sensibles se faisaient quand même.

...//...

.../...
 Le Syndicat des Cheminots par exemple recrutait d'assez nombreux nouveaux adhérents qui constituèrent ce que, on appelait à l'époque "le syndicat unique". Le but de ces syndicats était de faire accélérer l'unification des Cheminots dans un seul syndicat et une seule fédération nationale. Ce courant d'unité devint si important que les effectifs des Syndicats uniques rivalisèrent dans de nombreux centres avec les effectifs réunis de la C.G.T.U. et de la C.G.T. et c'est ainsi que la corporation des cheminots réalisa la première l'unité dans une centrale unique en décembre 1935, environ.

Sur le plan de notre localité ce premier résultat obtenu par les cheminots créa un courant qui favorisa les contacts avec les syndicats C.G.T. et à force de discussions le Congrès d'unification des syndicats d'Arles eut lieu le 5 AVRIL 1936, dans la salle du rez-de-chaussée de la Bourse du Travail. Il était présidé par L. Chouffard, secrétaire Général de l'Union Départementale réunifiée. Nous fûmes sans doute une des dernières U. L. du département à réaliser l'unité. Comme l'on dit, pour réaliser l'unité, il faut être au moins deux, et nos vis à vis ne l'acceptaient qu'avec peu d'enthousiasme.

Déjà en 1935 la Bourse du Travail était bien trop petite pour contenir tous les syndicats. Nos grandes assemblées se faisaient souvent soit dans la salle des Mariages de la Mairie, soit à la belle saison dans la cour de l'Archevêché. Ceci amena nos camarades à demander à la Municipalité l'aménagement de nouveaux locaux. C'est ainsi qu'ils ont obtenu une assez grande Salle qui fut baptisée "Salle Salengro" et un certain nombre de bureaux auxquels on accédait par le premier étage de la vieille Bourse du Travail.

Juin 1936, arriva alors que ces nouveaux bureaux n'étaient pas encore aménagés. Il n'y avait aucun meuble, ni aucun siège. Ce fut la période où le courant d'unité déferlait dans notre pays comme un torrent impétueux. Les Syndicats existants recrutaient des dizaines voire, des centaines d'adhérents. Les corporations qui n'avaient pas des syndicats voulurent en constituer. Ce fut vraiment une période très exaltante. Tous les soirs et parfois dans la journée, la Bourse, devenait une ruche bourdonnante. Nous entassions dans ces nouveaux bureaux vides les travailleurs qui venaient pour constituer un syndicat. Ils s'asseyaient à même le sol. Il fallait bien souvent dans la même soirée constituer le syndicat, faire élire une direction provisoire, organiser la grève, parfois avec occupation des entreprises élaborer un projet de Convention Collective et dresser la liste des revendications qui allaient faire l'objet de discussion dès le lendemain avec la direction de l'entreprise. En quelques semaines notre Union Locale qui groupait qu'un petit nombre de syndicats et peu d'adhérents environ 1500, se trouve renforcée par un plus grand nombre de nouveaux syndicats et près de 7.000 adhérents.

Un soir la salle de la Bourse fut envahie par tout le personnel des Nouvelles galeries, en majorité des femmes et surtout de très jeunes filles. Elles voulaient se syndiquer, faire la grève pour obtenir leur Convention Collective, mais la grève en occupant le magasin. La Direction effrayée par cette perspective ferma boutique, mais le (peintage-des-ey-dicete) personnel obtint malgré cela satisfaction.

Un autre soir, à l'U. L., faisant le pointage des syndicats, nouvellement constitués, des corporations qui avaient fait grève et qui avaient obtenu satisfaction, il fut constaté que le personnel de la Cie privée "Sud-Electrique" ne s'était manifesté. Nous fîmes venir un ouvrier de cette entreprise pour discuter avec lui, et nous avons appris qu'ils avaient de nombreuses revendications à faire aboutir et notamment leur statut.

Un petit tract fut rédigé à une trentaine d'exemplaires invitant ces travailleurs à une réunion à la bourse.

Le soir de la réunion quelle surprise de voir un grand nombre de véhicules garés aux alentours de la Bourse, (automobiles, motos, etc...) alors, qu'à "Sud-Electrique", il n'y avait qu'un petit nombre d'ouvriers. La salle de la Bourse était pleine et la plupart de ces travailleurs nous étaient inconnus. C'étaient les représentants des différentes stations de "Sud-Electrique" du Vaucluse, de l'Ardèche, du Gard, des B.D.A. etc... qui ayant été informés de cette réunion par les gars d'Arles, ils avaient considéré qu'ayant une même Direction et les mêmes revendications il fallait engager l'action ensemble.

Ce soir-là le syndicat fut constitué ; l'essentiel du statut et des revendications élaborés. Ensuite il fut décidé des formes de l'action. L'unanimité opta pour la grève dès le lendemain avec occupation des locaux et arrêt de la fourniture du courant ; peu de temps avant, il y avait eu une grève semblable dans un autre coin de France, et la population privée de courant, s'était retournée contre les travailleurs en grève ce qui avait rendu la grève très impopulaire. Il fallait éviter ce danger et dans la discussion qui suivit une solution fut trouvée.

Les travailleurs des différentes stations de "Sud-Electrique" s'entendirent pour couper le courant simultanément "Sud-Electrique" et brancher sur la connexion de la Cie "Energie électrique du littoral méditerranéen" autre Cie privée où le personnel avait déjà obtenu satisfaction.

Résultat, les stations furent occupées par les ouvriers en grève, mais en aucun moment la population qui en fut informée ne fut privée de courant. La grève dura plusieurs jours, elle eut le soutien moral et matériel de la population. La direction dut capituler parce que non seulement elle ne vendait plus son courant, mais de plus elle devait payer à l'autre Cie le courant que celle-ci fournissait.

En 1936, les ouvriers agricoles n'eurent pas à faire la grève pour obtenir leur Convention Collective. Cette Convention apportait des changements très sensibles aux conditions de vie et de salaire. Amélioration de la nourriture, du couchage, etc... Mais les gros propriétaires notamment, ou les régisseurs qui avaient depuis si longtemps exploité à outrance ces "parias de la terre" (c'était le titre de leur journal syndical paraissant régulièrement et qui était un véritable trait d'union entre le syndicat et les ouvriers agricoles dispersés dans le mas de Camargue et de la Crau, ne respectaient pas les clauses de la Convention Collective.

Ceci nous amena à reconsidérer la situation et la Convention Collective fut dénoncée au printemps 1937, au moment où devaient intervenir les premiers sulfatages de la vigne.

La grève fut effective dans l'ensemble de la région vinicole à l'exception de quelques grands mas, tel le mas du Vedeau près de Salin de Giraud.

Les ouvriers agricoles en grève aidés par un fort contingent d'ouvriers des produits chimiques de chez Solvay et Féchiney firent le siège de ce mas et firent cesser le travail.

Cette grève dura 9 à 10 jours elle fut dure à mener et nécessita

..//..
 une grande dépense d'énergie. le gouvernement d'alors présidé par Léon BLUM reçut une délégation du syndicat d'Arles. BLUM leur indiqua qu'il ne pouvait faire pression sur les patrons pour qu'ils signent la nouvelle Convention Collective élaborée par le syndicat. Il leur dit qu'en tout cas il serait amené à faire respecter l'ordre, ce qu'il ne manqua de faire. La garde mobile à pied et à cheval débarqua en Arles, avant même que la délégation soit de retour de Paris.

Cette grève fut victorieuse d'abord à cause de la volonté et de la combativité des ouvriers agricoles qui voulaient bénéficier des avantages que le Front Populaire avait donné aux travailleurs. Ensuite parce que cette grève par la justesse de ses objectifs avait été rendue très populaire parmi la population et que la solidarité de tous les syndicats s'affirma dès le 1^{er} jour.

Une chose aussi fut essentielle c'est la solidarité matérielle qui se développa tout au long de la grève. Des sommes importantes furent collectées. Chaque jour des camionnettes et des voitures sillonnaient la région et collectaient des tonnes de vivres auprès des petits et moyens agriculteurs et des populations rurales. Ceci permettait d'aller chaque matin avec de nombreuses voitures mises à notre disposition ravitailler les ouvriers agricoles et leurs familles qui occupaient les mas et à qui les patrons avaient coupé les vivres dès le premier jour. Ces travailleurs ne disposant que bien peu d'argent auraient dû sans cette solidarité reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. La salle E. Balengro était transformée le jour en soupe populaire et la nuit en dortoir, pour un assez grand nombre d'ouvriers célibataires qui dès le matin très tôt partaient dans les mas pour organiser ou renforcer les piquets de grève. Il y eut pas mal d'accrochage avec les gardes mobiles au cours de l'un d'eux, des arrestations furent opérées et notre camarade GAUTHIER fu blessé à la tête d'un coup de crosse de mousqueton. Au Mas de Vert dans la soirée du même jour une manifestation fut organisée sur la place de l'Hotel de Ville qui se rendit à la gendarmerie pour exiger la libération des travailleurs qui y avaient été transférés. Ils furent immédiatement relâchés

En même temps les responsables du syndicat et de l'U.L. engageaient des pourparlers individuellement avec certains propriétaires et surtout avec les représentants de leur chambre syndicale, souvent dans le bureau du Sous-Préfet

Notre objectif était de désolidariser les propriétaires moyens ou même importants des gros patrons de combat qui ne voulaient rien entendre. Pour cela nous avions soumis à leur signature un document qui contenait l'essentiel de la nouvelle convention collective. A part, quelques gros propriétaires, tous signèrent les uns après les autres, parce que leurs vignes étaient menacées par le mildiou et que nous prenions l'engagement d'envoyer des équipes d'ouvriers agricoles pour sulfater leurs vignes dans la mesure où ils signaient ce document. Il en fut ainsi fait. Les ouvriers étaient payés aux nouveaux tarifs et le propriétaire prélevait 5 F par jour et par ouvrier pour être versé à la caisse de grève. Ces sommes étaient remises par les patrons aux délégués du syndicat qui tenaient comptabilité.

Ayant obtenu la signature de notre document par l'immense majorité des patrons nos camarades furent plus forts pour mener les discussions. Le Ministre de l'Agriculture nous ayant demandé d'accepter son arbitrage, une délégation se rendit à Paris où la convention fut enfin signée par les représentants patronaux et les représentants du syndicat. Ce fut une grande victoire et la Fédération des Travailleurs de l'Agriculture considérée à l'époque que cette Convention Collective était la meilleure obtenue en France dans l'Agriculture.

.../...

Puis vint la période où le gouvernement donnant l'exemple au patronat, s'attaqua aux victoires obtenues par les travailleurs c'était après l'accord de Munich. Les fameux décrets-lois DALADIER-REYNAUD mirant en danger les résultats acquis.

C'est dans cette conjoncture que la C.G.T. décida à son Congrès de Nantes d'organiser le 26 NOVEMBRE de grandes manifestations pour faire reculer le gouvernement et le patronat et envisagea le déclenchement de la grève générale pour le 30^e Novembre 1938. Mais déjà dans la C.G.T. il y avait des hommes qui avaient subi la réunification du mouvement syndical plus qu'il ne l'avait souhaité. Ils étaient favorables aux accords de Munich. La grève annoncée trop longtemps à l'avance permit au gouvernement de mener une grande campagne pour isoler et briser le mouvement.

Dans Arles, la situation se présentait bien. Tous les syndicats avaient décidé d'appliquer les mot d'ordre de la C.G.T. Manifester le 26 Novembre 1938 et faire grève le 30 novembre. Les cheminots qui n'avaient plus fait grève depuis 1920 décidèrent eux aussi de participer au mouvement.

Le 26 Novembre à ARLES, l'U. L. avait appelé les travailleurs à un grand rassemblement autour du kiosque à musique en face de la Bourse. Au début de l'après midi plus d'un millier de cheminots se rassemblèrent dans la cour de la gare et votèrent à l'unanimité l'appel de la Fédération des Cheminots leur demandant de faire grève le 30 Novembre. De là ils se rendirent en cortège sur les lieux du rassemblement. Au passage une délégation du syndicat s'était rendu chez le Député, notre camarade Adrien MOUTON, pour lui demander de soutenir notre lutte et vouloir bien prendre place en tête du cortège avec les cheminots ce qui fut accepté.

Le meeting se fit devant la Bourse du Travail, le gouvernement ayant interdit les manifestations le kiosque était occupé par des gardes mobiles. Nous avions installé des hauts parleurs aux fenêtres de la Bourse mais nous ne pûmes les utiliser qu'un court instant. Pendant que notre camarade E. GAUTHIER qui était le premier orateur parlait la police locale coupa le courant, au transformateur du quartier. Force nous fut faite de parler plus fort pour être entendu par les quelques milliers de manifestants qui avaient répondu à notre appel.

Cette manifestation, du samedi 26 Novembre nous faisait bien augurer du succès que devrait avoir la grève du 30^e NOVEMBRE.

Cependant dans le court intervalle qui nous séparait du 30, le gouvernement par sa presse et par la radio s'efforça de briser la grève politique même insurrectionnelle. Il menace les travailleurs de graves mesures de répression. Il réquisitionne les services publics en particulier les cheminots. De MONZIE, Ministre des transports s'adresse par la radio directement aux cheminots.

Tantôt paternel tantôt mençant de les sanctionner s'ils faisaient grève. Le 29 le gouvernement mit en place d'importantes forces de répression. À Arles, le matin du 30 Novembre des tirailleurs sénégalais baïonnette au canon avaient pris position autour des installations ferroviaires.

.../...

..!..

A Arles, la grève eut un grand succès dans la plupart des corporations mais contrairement à ce que nous avons pensé à cause justement de ce climat de terreur créé par le gouvernement, les cheminots ne firent pas grève.

Ce fut une grande déception dans le mouvement syndical de notre localité en même temps que se manifestaient une certaine rancœur à l'égard des cheminots.

Marcel BARBE secrétaire général de l'Union locale d'Arles, fut le seul cheminot à faire grève ce jour-là. CE ne fut pas de sa part un geste désespéré ni un acte d'héroïsme, ce fut un acte mûrement réfléchi.

En premier lieu parce qu'il considérait la grève comme justifiée et nécessaire, mais aussi parce qu'il fallait tenir compte de ses doubles responsabilités, qu'il avait dans le mouvement syndical local et par voie de conséquence les répercussions qui pouvaient en découler.

Une Assemblée générale de ait avoir lieu le soir même et la tâche de notre camarade fut non pas de justifier l'attitude des cheminots mais d'en expliquer les raisons. Ce qui permit d'éviter un choc qui aurait pu se produire entre les cheminots et les autres travailleurs "comme certains le suggèrent" Ce qu'il fallait avant tout c'était de sauvegarder l'unité du mouvement syndical à Arles à un moment où de grandes difficultés commençaient à se développer.

Cette difficulté paraît avoir été surmontée puisque les effectifs des cheminots furent conservés presque intacts jusqu'au moment où la grève éclata et que les syndicats furent dissous.

A l'occasion de cette grève Marcel BARBE dut abandonner ses responsabilités syndicales car il fut sanctionné et traduit devant un conseil de discipline de la S.N.C.F. et déplacé dans une petite localité du Gard en Avril 1939. Ce fut le camarade GONTHIER qui fut élu secrétaire de l'U.L.

En 1936, nos syndicats ayant un grand besoin de conseils juridiques et devant aussi souvent poursuivre les patrons devant la justice de Paix pour non respect des Conventions Collectives, il fut créé un service juridique avec un camarade permanent.

CONCLUSIONS : Voilà brièvement rappelé un peu d'histoire de l'U. L. d'Arles, de 1933 jusqu'au début de 1939. Bien entendu ce n'est que l'évocation de quelques grands moments de son activité. Il est évident que dans son activité quotidienne l'U.L. a joué un grand rôle important pour le renforcement du mouvement syndical pour l'organisation et la ~~enti~~ coordination des luttes ouvrières.

La conclusion essentielle que les jeunes mimitants - qui ont pris la relève de leurs aînés - doivent tirer, c'est que lorsque la classe ouvrière est unie ses luttes obtiennent de grands succès. Ce fut le cas en 1936 et après la Libération en 1945 . C'est encore aujourd'hui plus que jamais l'objectif essentiel à atteindre, UNIR les travailleurs dans un seul syndicat dans le même combat pour les mêmes objectifs.

=====

